

Entretien avec M. Henri Frenay, le 2 décembre 1983

(Antoine Marcès)

A. M. Avant d'aborder vos relations personnelles avec Jean Monnet, je souhaiterais que vous précisiez quel a été votre itinéraire: avez-vous été marqué par les idées européennes quand vous étiez militaire? Etiez-vous favorable à la tendance briandiste?

H. F. En effet, on peut parler d'un itinéraire, car mon point de départ est très précis dans l'ordre politique et psychologique. Je suis fils d'un officier de carrière saint-cyrien et mon frère l'était comme moi-même. Ma famille appartenait à la moyenne bourgeoisie lyonnaise, avec un horizon politique relativement étriqué et des règles morales très strictes. Tel a été le cadre dans lequel j'ai grandi. Puis j'ai suivi une carrière militaire, avec ce que cela implique de satisfactions, et j'en ai éprouvé beaucoup dans le commandement comme dans l'obéissance. Mais j'éprouvais pour la politique un intérêt modéré, marqué par mes origines, c'est-à-dire la droite française traditionnelle et nationaliste.

Mon évolution a commencé lorsque j'ai préparé l'Ecole de Guerre, entre 1932 et 1935. L'Ecole de Guerre avait cette particularité que pas un seul des examens écrits n'était militaire; il convenait donc pour faire face à ce concours - qui était assez difficile - d'avoir des notions de culture générale beaucoup plus vastes que celles que j'avais acquises dans ma période scolaire et militaire. C'est ainsi que mon horizon s'est sensiblement élargi, sans changer mon horizon politique. Autrement dit, ma curiosité a été éveillée à bien des problèmes que jusque-là je n'avais pas abordés. Etant reçu à l'Ecole de Guerre, je suis venu à Paris et ma deuxième évolution dans l'ordre politique s'est faite lorsque j'ai rencontré Berthe Albrecht: elle est considérée à juste titre comme la principale héroïne de la Résistance française. Son corps - le hasard l'a voulu, mais il a bien choisi - réside au

Mont-Valérien avec quatorze autres compagnons de la guerre, et pas seulement de la Résistance. Un timbre vient de lui être consacré. Berthie Albrecht était une femme remarquablement intelligente, d'un cœur innombrable, généreuse, ouverte au monde bien que d'origine protestante - ce qui parfois n'a pas pour effet d'élargir les horizons - et résolument de gauche, sans avoir été jamais inscrite à un parti politique. C'est à elle que je dois une évolution profonde, assez rapide et définitive: en entrant chez elle et en écoutant les personnes qu'elle recevait, j'ai eu tout d'un coup l'impression que des fenêtres nouvelles s'ouvraient dans les maisons que j'avais jusque-là habitées. J'y rencontrais presque uniquement des gens de la gauche, des militants socialistes, communistes, syndicalistes et j'ai vu avec surprise que ces personnes n'étaient pas comme mon éducation avait tenté de me les faire connaître, c'est-à-dire, en schématisant, "Satan". Mais qu'ils étaient apparemment très sincères, intelligents, généreux. C'est ainsi que j'ai été amené à comprendre que mon éducation avait été infiniment trop rigide, trop fermée et trop sectaire. J'ai été amené à lire des journaux que je n'aurais jamais été tenté d'acheter. Tout cela se passait au début de l'année 1935.

Pour mieux connaître le marxisme, je suis même allé prendre des cours de marxisme, en civil, à la Mutualité, cours du soir qui étaient donnés par Jean Baby, communiste bien connu à l'époque, qui est devenu un ami et, plus tard, pro-chinois.

J'ai donc été envahi par une lumière nouvelle qui m'a fait réfléchir aux problèmes politiques. Mais je n'étais pas à ce moment là vraiment européen. La question m'avait sans doute effleuré. Je rencontrais chez Berthie Albrecht beaucoup de réfugiés allemands qui fuoyaient l'hitlérisme, ce qui a certainement été déterminant pour mon comportement d'après la défaite de 1940. C'était pour moi si important que j'estimais devoir en savoir davantage que les

conversations que j'avais avec ces hommes-là, souvent très éminents d'ailleurs. C'est pourquoi, lorsque je suis sorti de l'Ecole de Guerre, en 1937, j'ai demandé à être affecté à l'Université de Strasbourg, au Centre d'Etudes germaniques où quelques places étaient réservées pour des officiers sortant de l'Ecole. Mon horizon s'est encore élargi, en même temps qu'il se concentrat sur le phénomène nazi que la majorité des Français avait tendance à considérer comme le phénomène naturel de l'exaspération du sentiment nationaliste allemand: c'était en réalité bien autre chose. J'ai donc eu la chance de pouvoir aller à Strasbourg, d'y avoir d'excellents professeurs, d'y connaître le national-socialisme assez profondément sur le plan idéologique - on l'étudiait dans les textes -.

A partir du moment où la guerre a été déclarée, l'idée européenne est née en moi du fait du danger commun: la victoire du national-socialisme sur l'Europe. En définitive tous les peuples occupés - après avoir été battus - soumis à un même "diktat" formaient de fait une communauté. C'est par ce cheminement que je suis parvenu à l'idée européenne. Après la défaite de la France, le fait de savoir qu'il y avait une résistance à l'oppression, une lutte contre l'ennemi dans leur pays était déjà un signe d'unité que le destin nous imposait mais qui, à mes yeux, allait beaucoup plus loin. En définitive, les valeurs que nous défendions - Français, Allemands, Danois... - étaient des valeurs de civilisation qui plongeaient aux mêmes sources.

J'ai senti cela au début de l'année 1942.

Ayant été fait prisonnier, je m'étais évadé ne voulant pas partir en captivité et j'étais resté dans l'armée d'armistice. J'ai été affecté au Deuxième Bureau d'Etat-Major à Vichy, fin décembre 1940. En février 1941, j'avais compris; je voyais très bien où le gouvernement de Vichy - peut-être même malgré lui, mais inévitablement - nous dirigeais, et j'ai quitté l'armée dans des conditions qui n'étaient pas très faciles.

J'ai commencé à organiser une partie de la Résistance et c'est au début de l'année 1942, en publiant nos feuilles clandestines - c'était déjà Combat après des antécédents - , que l'idée d'une résistance commune, non organisée - car ce n'était pas pensable, qui visait des objectifs communs - la libération - , devait envisager un nouvel ordre des choses. Et ce nouvel ordre des choses ne pouvait être bien entendu - à la faveur des réflexions communes que nous avions faites - autre chose qu'une compréhension commune, que des intérêts communs et, par conséquent qu'un abaissement des frontières et une certaine forme de l'Europe. C'est pourquoi, dans l'été 1942, ayant réuni dans le sud-ouest de la France notre comité directeur et nos chefs de région, nous avons longuement débattu si notre rôle s'arrêterait à la Libération ou si, au contraire, nous avions l'obligation morale de prolonger notre action au delà de la guerre: nous avons opté pour la seconde formule. Et c'est ainsi qu'André Hauriou - professeur de droit à la Faculté de Toulouse -, Claude Bourdet et moi-même avons été chargés de rédiger après la réunion un texte résumant les idées que nous avions émises; c'est dans ce texte que nous avons dit pour la première fois la nécessité au lendemain de la guerre de réaliser l'unité européenne.

A. M. En novembre 1943, vous rejoignez Alger. Vous faites alors la connaissance de Jean Monnet: dans quelles conditions s'est effectuée cette première rencontre? Quelles impressions en avez-vous eues? Comment se sont développées vos relations avec Jean Monnet et quels... ont été les sujets abordés avec lui?

H. F. Avant d'arriver à Alger - définitivement - en novembre 1943, j'étais venu déjà au mois d'août et j'avais entendu parler de Jean Monnet, sans le connaître, par De Gaulle et ceux qui l'entouraient. À l'époque, on en était encore au conflit Giraud-De Gaulle, bien qu'il ait déjà été atténué, et la rivalité

battait son plein. Donc quand j'ai entendu parler de Monnet - dont j'ignorais jusqu'au nom -, c'était dans la perspective qui était celle des gaullistes sectaires. Et ils n'avaient pas une vue favorable de Monnet; pour eux, Jean Monnet était l'"Américain qui peut-être était appelé à mettre en parallèle avec les intérêts français - on ne le suspectait pas de les trahir - les intérêts de l'Amérique d'où il revenait. Il n'était pas gaulliste, la meilleure preuve étant qu'il n'avait pas rejoint la France Libre, - ce qui était toujours suspect et ce qui l'est resté d'ailleurs pour cette période de notre histoire -. Par conséquent, c'était un homme dont il fallait se méfier a priori. Par l'évolution politique que je vous ~~ai~~ rappelée, j'avais appris qu'il fallait se méfier des idées toutes faites, qu'on cherchait à vous imposer. Je n'ai pas été convaincu par cette méfiance qu'inspirait Jean Monnet et je crois - mais je n'en suis pas tout-à-fait sûr - l'avoir rencontré en août. Mais j'ai rencontré des gens qui étaient venus en même temps que Giraud, notamment Couve de Murville avec qui j'ai déjeuné. J'ai essayé alors de comprendre ces hommes qui ne s'étaient pas ralliés à de Gaulle.

En novembre donc, j'étais à nouveau à Alger où j'ai siégé trois jours à l'Assemblée Consultative, de Gaulle m'ayant appelé à faire partie du Comité français de Libération nationale qui devait devenir le Gouvernement provisoire.

A ce moment là, mes rapports avec Jean Monnet ont été facilités par le fait que le chauffeur qui m'avait été affecté - Fernand Javel que vous avez rencontré - avait été le sien. Cet homme de grande honnêteté et de grand bon sens est d'ailleurs un témoin irremplaçable à son niveau, qui, de plus, a une excellente mémoire. J'ai vu Jean Monnet assez souvent parce que l'homme m'avait intéressé: parmi toutes ses qualités, il y avait le désir de comprendre et de savoir, ce qui est rare. Il voulait savoir ce qui

se passait dans la France résistante.

Monnet avait cette très grande qualité de vouloir savoir, mais aussi de savoir écouter. Il essayait - et il réussissait - de tirer de vous-même tout ce que vous étiez susceptible de lui donner. Il m'apparaissait comme une espèce de plaque vierge sur laquelle ces données s'inscrivaient comme sur une plaque photographique; c'était pour lui un instrument de travail: ça ne voulait pas dire qu'il approuvait ou refusait, mais cela signifiait qu'il avait entendu, enregistré, et qu'il se réservait - sans doute plus tard - d'analyser, d'exploiter. C'est l'impression que l'on avait en face de lui quand on répondait à ses questions.

Il faut bien dire d'ailleurs qu'on répondait plus facilement à ses questions qu'il ne répondait à celles qu'on lui posait. Je n'entend pas par là qu'il ait été un homme dissimulé: je ne le croi pas du tout. Mais c'était un homme très tenace dans son intention de connaître et, par conséquent, toute chose qui sortait du cadre de conversation qu'il avait souhaité était pour lui secondaire; ce ne l'était pas forcément pour ses interlocuteurs: ce qui était principal pour moi, ce n'était pas ce que je lui disais, mais ce que j'attendais de lui.

Voilà le sentiment général que j'ai pu avoir dans les conversations que j'ai eues avec lui à Alger ou dans sa petite maison de Tipaza.

A. M. Quelle était la nature de vos conversations avec Jean Monnet? Avez-vous parlé de ses rapports avec le général de Gaulle? Avez-vous entendu le général de Gaulle parler de Jean Monnet à ce moment

H. F. Cela m'est sûrement arrivé, et avec l'un et avec l'autre. Mais je ne peux rien vous apporter de précis. Nous faisions partie, Monnet et moi, du Comité français de Libération nationale et, bien qu'il soit rapidement parti en mission aux Etats-Unis, nous avons certainement abordé le sujet. Il a dû en être de même avec le général de

Gaulle. Mais je doute que l'un ou l'autre m'ait fait des confidences. Monnet était un homme réservé et, pour lui, j'étais un inconnu, même si nous siégeions dans le même gouvernement. Je ne peux pas répondre à cette question. Je ne suis même pas certain que nous ayons parlé à cette époque de l'Europe; c'est probable, mais je ne me rappelle pas avec lui une conversation précise sur ce thème. Pourtant j'ai écrit dans le journal Combat d'Alger plusieurs articles tendant vers l'Europe, à ce moment-là.

A. M. Quelles étaient les réactions de l'entourage du général de Gaulle à ces articles?

H. F. J'avais écrit à ce propos au général de Gaulle en novembre 1942 alors que j'étais à Londres et sur le point de revenir en France. Ma tâche à la tête du mouvement Combat et de l'Armée secrète n'était pas sans risque. Il était possible que je sois arrêté et qu'il m'arrive quelque malheur. J'ai estimé bon de laisser, après deux mois passés à Londres, un testament politique au général de Gaulle. Ce testament politique que j'ai remis par écrit entre les mains de René Pleven, qui remplissait à Londres les fonctions de Commissaire aux Affaires étrangères, en deux exemplaires, dont un pour le Général, a été effectivement transmis comme me l'a dit René Pleven, il y a quelques jours.

Que disait cette note testamentaire? Actuellement l'Europe est occupée, elle est envahie, elle est malheureuse, elle saigne; il va falloir la délivrer. Ceux qui s'occupent de le faire - c'est-à-dire les Grands Alliés, la Russie soviétique et les Etats-Unis d'Amérique - considèrent l'Europe comme un objet, et non pas comme un sujet de l'actualité. Elle peut le redevenir, disais-je, à une condition: au lieu de revendiquer - comme vous le faites avec obstination au nom de la France - un siège à la table des Grands, qui au mieux - si vous réussissez - ne sera qu'un strapontin, il faut profiter du fait que l'Europe est rassemblée à Londres,

que le malheur a fait que tous les gouvernements y sont présents. Et j'ajoutais qu'avec deux ou trois livres sterlings on pouvait faire le tour des capitales européennes. Je concluais: "Il est possible, si vous en prenez l'initiative, de rassembler ces hommes autour d'une même table, de discuter des problèmes communs d'aujourd'hui d'abord, de prévoir l'avenir ensuite. A cette table, vous, le général de Gaulle, vous pourriez avoir un grand fauteuil et renoncer au strapontin des Grands".

De Gaulle m'a lu, mais il n'était pas homme à m'entendre. La suite l'a très largement prouvé.

J'imagine que j'ai probablement rappelé cela à Jean Monnet et ses réactions étaient naturellement très favorables.

C'était une question qui ne soulevait pas d'objection, car il apparaissait logique d'adopter une telle solution qui entraînait une adhésion de principe. Mais ce n'était pas vraiment senti, comme une "ardente obligation", pour reprendre l'expression de De Gaulle à propos du Plan; on rencontrait toutefois un consensus, ce qui était déjà bien puisqu'on sortait de l'ère des nationalismes.

A. M. Vous êtes parti d'Alger le 28 août 1944 pour arriver à Cherbourg le 1 septembre. Vous vous installez à Paris pour vous occuper des prisonniers, des déportés et des réfugiés (quatre millions et demi de personnes) - une tâche immense dans laquelle vous vous heurtez à des obstacles à la fois extérieurs et intérieurs. Jean Monnet rentre plus tard. Avez-vous eu des relations personnelles ou des relations de travail avec lui?

H. F. Je ne m'en souviens pas. Je l'ai revu rue Martignac, quand il était au Plan, au moment où moi-même je me suis engagé à fond dans l'action européenne. Après avoir quitté le gouvernement en 1945, j'avais eu des activités européennes, à temps partiel, car j'avais une occupation professionnelle. J'avais d'abord milité dans le mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, avec Claude Bourdet et quelques autres, jusqu'en 1948. Je suis devenu militant

européen" à plein temps", bien que bénévole - ma femme était médecine et gagnait la vie du ménage -, en 1948, à l'issue du congrès de Rome de l'Union européenne des Fédéralistes auquel j'étais venu de manière accidentelle. L'un de mes amis, Claude-Marcel Hytte, qui m'avait demandé d'adhérer à son petit mouvement, m'avait dit que les Fédéralistes étaient en danger et que je devais aller à Rome où je fus élu président international de l'U.E.F., poste que j'occupai jusqu'en 1955.

Que ce soit par la plume, par les voyages, les meetings, les congrès, les commissions, j'ai déployé au cours de ces huit années une très grande activité. Bien sûr, je n'étais pas toujours très entendu, mais cela faisait <sup>un peu</sup> bruit, et Monnet a cherché à me voir à nouveau; et nous avons échangé à plusieurs reprises nos idées: le plus souvent seuls, parfois avec l'un ou l'autre de ses collaborateurs - dont François Fontaine ou Pierre Uri -. Nos idées sur l'Europe, bien que concordantes quant à l'objectif, étaient différentes quant à la tactique. Vous savez quelles étaient nos méthodes respectives. A vrai dire, nous avons bien failli réussir. Si, en 1954, la France avait voté la C.E.D. - et on en a été à deux doigts - le sort de l'Europe aurait été autre. Concrètement, sans que je puisse vous préciser les dates, on essayait de savoir ce que nous faisions l'un et l'autre et nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises à Strasbourg, notamment lors de la réunion et des travaux de la "commission ad hoc". Nous avons toujours dit et prêché qu'il fallait que la volonté politique se manifeste même modestement par des institutions qui, au départ n'auraient peut-être que de très faibles attributions, mais dans lesquelles le veto serait aboli. Pour nous, l'Europe commence où le veto disparaît: cela me semble encore beaucoup plus vrai aujourd'hui qu'hier. L'approche de Jean Monnet était plus pragmatique, la nôtre plus idéologique et même plus théoricienne. Avec un peu plus d'habileté et d'obstination nous aurions pu vaincre l'obstacle

de la C.E.D. en France. A l'époque, on me disait qu'unemaison se construit pierre par pierre. A quoi je répondais qu'il fallait un plan, sinon on risquait d'aboutir à une catastrophe. Cela a été un grand débat.

A. M. Vous l'abordiez avec Jean Monnet?

H. F. Je ne peux pas me rappeler une conversation en particulier.

Je peux vous garantir que nous ~~en~~ avons parlé. Je le voyais souvent et j'avais pour lui une amitié qu'il me rendait bien. Il me trouvait peut-être un peu trop bouillant - et je l'étais, c'est vrai. Je lui faisais le reproche amical d'être un peu trop timide.

Mais il est vrai aussi que ce n'était pas de la timidité: il plaideait souvent le faux pour connaître le vrai. Je me rappelle que nous parlions de De Gaulle à propos du problème européen. Lui faisait semblant de faire confiance à De Gaulle - ou il lui faisait confiance, je ne sais pas. Moi, je n'avais pas confiance en De Gaulle sur ce plan là. Ce en quoi il avait raison, c'est que lorsque De Gaulle est revenu au pouvoir, son opinion comptait et qu'il ne fallait pas le heurter.

Ce qui est sûr, c'est que si De Gaulle avait été européen, l'Europe serait faite aujourd'hui!

A. M. Avez-vous eu avec Jean Monnet des entretiens sur l'Europe avant qu'il ne lance la CECA?

H. F. J'ai toute raison de le croire, puisque j'étais président d'une organisation qui avait une certaine importance. Nous écrivions, nous parlions, nous rencontrions beaucoup d'hommes politiques: Adenauer, Van Zeeland, Spaak etc. Mais je n'ai pas de certitude sur mes rencontres avec Jean Monnet...

A. M. Vous abandonnez la présidence de l'Union européenne des Fédéralistes au moment où Jean Monnet lance le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe. Vous êtes-vous vus à ce moment?

H. F. Je l'ai vu alors avenue Foch, chez lui, pour lui dire que je m'en allais et que j'abandonnais toute action militante. Ce qui ne voulait pas dire que j'abandonnais mes convictions. Il m'a parlé alors de son Comité d'Action. En résumé, je lui ai répondu: "Bonne chance, mais je n'y crois pas". Parce que pour moi, le moment était passé; on était engagé dans une approche fonctionnelle avec le Conseil de l'Europe - et, en caricaturant, son impuissance - et la Communauté européenne qui devait échouer parce que la volonté politique n'y était plus, et qu'elle devait inévitablement tomber entre les mains des diplomates et des techniciens - ou des technocrates -, c'est-à-dire des exécutants qui ne pourraient faire ce qu'on ne leur aurait pas demandé de faire. C'est pourquoi je me retirais de l'action militante, écrivant de moins en moins souvent des articles.

Monnet avait cette qualité de défendre <sup>les choses</sup> même lorsqu'il n'était pas très sûr d'elles, du moment qu'il était engagé dans la bonne direction. Je ne suis pas certain qu'il était convaincu de la réussite de son Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, mais il m'a dit que si. Et ce Comité n'a pas manqué d'avoir une certaine influence. Mais il n'a pas empêché que se réalise ma prédiction: on n'est pas arrivé à faire une maison en mettant des pierres sur les unes sur les autres.

Le dernier moment où j'ai eu des nouvelles de Jean Monnet, c'est quand il m'a envoyé ses Mémoires, avec une dédicace très amicale. Je lui ai répondu en lui disant que je souhaitais beaucoup le voir pour le remercier et parler avec lui; mais sa santé était trop atteinte, il était trop diminué pour se montrer, même à ses amis. Il m'a répondu avec beaucoup de délicatesse que sa santé ne le lui permettait pas, mais qu'il en serait très heureux dès qu'il le pourrait.

A. M.

Pourriez-vous situer Jean Monnet par rapport au monde politique français?

H. F.

Comme dirait Michel Jobert, il était ailleurs. Il n'était pas dans le monde politique; il avait compris qu'il n'était pas fait pour cela. Mais il n'avait pas renoncé à agir. Sans avoir les qualités du politique politicien, il tendait vers l'efficacité et l'efficacité dépendant des hommes politiques, il fallait donc agir sur eux. C'est pourquoi il a été d'une redoutable efficacité, sans pratiquement jamais occuper l'avant-scène, mais en tirant des ficelles - au bout desquelles il n'y avait pas que des marionnettes entendez-moi bien! il y avait aussi des gens très valables, mais qu'il a su inspirer. Ceci n'est guère original: tout le monde le dit.

Il y a trois hommes qui m'ont beaucoup frappé dans la vie: c'étaient Louis Armand, Eugène Schweller, le fondateur de l'Oréal, et Jean Monnet. Je devrais y ajouter de Gaulle, qui est un grand homme, mais qui, à mon sens, n'avait pas toujours les qualités fondamentales que j'ai rencontrées chez ces trois hommes. Il en avait beaucoup d'autres - et l'histoire lui rend justement hommage mais il n'avait pas celles de Jean Monnet qui réunissait en lui avec la plus grande modestie - vraie ou fausse, je n'en sais rien - l'intelligence des grands objectifs. Il savait réfléchir sur les moyens pour les atteindre et comment arrêter ces moyens: les conditions, la stratégie et trouver les hommes qui les mettraient en œuvre. Ce sont des choses qui ont été dites, notamment par François Fontaine dans son admirable étude et avec une grande humilité.

Jean Monnet a été un homme exceptionnel. Et c'est pourquoi j'ai accepté avec joie et reconnaissance l'offre qui m'a été faite de participer au comité de la Fondation et d'aller chaque année là-bas, comme à un centre de pèlerinage, pour entendre parler

de lui et reparler de lui.

Pour terminer, je voudrais faire une remarque. Je crois que dans le raisonnement de Jean Monnet - qui était très cartésien - il manquait le facteur temps. Pour Descartes, cela se comprenait parce que le facteur temps ne jouait pas le rôle qu'il joue aujourd'hui. Du fait de la guerre, des souffrances qu'elle avait engendrées il y avait une immense disponibilité de l'opinion publique pour faire face à des institutions nouvelles et à un renouveau. Cela ne pouvait avoir qu'un temps: il était clair, du moins à mes yeux, que le nationalisme allait ressurgir et qu'une course contre la montre était engagée contre le nationalisme de tous les pays, et surtout contre le nationalisme français, qui est le plus dangereux de tous, vu par un Européen. Jean Monnet n'a peut-être pas suffisamment tenu compte de ce facteur. En définitive, chaque jour qui passait faisait qu'on prenait du retard dans la course. Si on peut adresser un amical reproche à ce grand homme, à ce grand Européen qu'est Jean Monnet, c'est d'avoir sous-estimé ce temps qui nous a battu. Car c'est le temps qui nous a battu.